

PRÉFET DES VOSGES

DIRECTION DE LA COORDINATION,  
DE L'ÉVALUATION ET DU SUIVI DES  
POLITIQUES PUBLIQUES

Bureau de l'environnement

Arrêté n° 217/2012 du **19 JUIL 2012**

**mettant en demeure la société SOUCHE PARTICIPATION de respecter les dispositions  
des articles 1.7.2, 5.3 et 8.3.2 de l'arrêté préfectoral n° 433/2010 du 23 février 2010  
réglementant les activités de sa papeterie sise à Anould.**

La préfète des Vosges,  
Officier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,

- Vu le code de l'environnement et notamment son article L. 514-1 ;
- Vu le décret du Président de la République du 29 septembre 2011 portant nomination de Mme Marcelle PIERROT en qualité de préfète des Vosges ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 433/2010 du 23 février 2010 autorisant la société LES PAPIERS DU SOUCHE à exploiter une papeterie sur le territoire de la commune d'Anould ;
- Vu le récépissé de changement d'exploitant délivré le 6 mai 2011 à la société SOUCHE PARTICIPATION, dont le siège social est situé 142, rue des Papeteries à Anould (88650) ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 12 décembre 2011 constatant le non-respect de certaines prescriptions de l'arrêté précité ;
- Considérant que la quantité de déchets stockés sur le site dépasse la quantité mensuelle produite ou un lot normal d'expédition vers l'installation d'élimination ;
- Considérant que la mise à jour de l'étude de dangers n'a pas été transmise à l'inspection des installations classées ;
- Considérant que les résultats d'autosurveillance à transmettre mensuellement à l'inspection des installations classées ne lui ont pas été adressés depuis la reprise des activités en juillet 2011 ;
- Considérant les dangers et inconvénients générés par le non-respect de ces prescriptions pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

*Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,*

**Arrête**

**Article 1** - La société SOUCHE PARTICIPATION, dont le siège social est situé 142, rue des Papeteries à Anould (88650), est mise en demeure de respecter, pour sa papeterie sise à Anould, sous un délai n'excédant pas 6 mois à compter de la date de notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 5.3 de l'arrêté préfectoral n° 433/2010 du 23 février 2010 ci-dessus mentionné.

Pour satisfaire à cette prescription, l'exploitant devra :

- procéder à l'élimination des containers présents dans le bâtiment St Louis ;
- procéder à l'élimination des containers présents à l'extérieur au sud du bâtiment St Louis ;
- transmettre à l'inspection des installations classées les documents permettant de justifier de l'élimination des déchets vers des installations autorisées à cet effet.

**Article 2** - La société SOUCHE PARTICIPATION est mise en demeure de respecter, sous un délai n'excédant pas 2 mois à compter de la date de notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 1.7.2 de l'arrêté préfectoral n° 433/2010 du 23 février 2010.

Pour satisfaire à cette prescription, l'exploitant devra transmettre à l'inspection des installations classées une mise à jour de l'étude de dangers des installations.

**Article 3** - La société SOUCHE PARTICIPATION est mise en demeure de respecter, sous un délai n'excédant pas 8 jours à compter de la date de notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 8.3.2 de l'arrêté préfectoral n° 433/2010 du 23 février 2010.


Pour satisfaire à cette prescription, l'exploitant devra transmettre à l'inspection des installations classées les résultats d'autosurveillance journalière depuis le mois de juillet 2011, accompagnés des résultats de production sur cette même période. En outre, l'exploitant devra remplir ces résultats sur l'application GIDAF.

**Article 4** - A défaut de déférer à la présente mise en demeure dans les délais fixés aux articles 1 à 3, la société SOUCHE PARTICIPATION s'expose, indépendamment des sanctions pénales, aux sanctions administratives prévues à l'article L. 514-1 du code de l'environnement.

**Article 5** - Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Saint-Dié des Vosges et l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société SOUCHE PARTICIPATION et dont copie sera adressée au maire d'Anould.

Epinal, le 19 JUL 2012

La préfète,



Marcelle PIERROT

Délais et voies de recours – Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa notification.